

PANORAMA « TURQUIE »

Le protocole d'accord récemment signé entre la Turquie et la Libye pour délimiter les zones maritimes a bouleversé la politique en Méditerranée, la Grèce préparant une contre-offensive diplomatique.

L'accord turco-libyen ignore l'île de Crète (*voir cartes 1 et 2*) et la Grèce affirme que la Turquie veut créer un précédent juridique avec un protocole d'accord « illégal » en vertu du droit international.

Ankara, d'autre part, affirme qu'Athènes ne devrait pas avoir son mot à dire sur l'affaire.

Bien que le Conseil de l'UE ait fermement condamné la décision de la Turquie, affirmant que le protocole d'accord n'a aucune incidence juridique sur les tiers, l'absence de sanctions réelles contre la Turquie a incité le gouvernement conservateur grec à lancer un certain nombre d'initiatives diplomatiques dans le but de renforcer des alliances qui isoleront la Turquie.

France, Italie, Egypte et Israël

Selon le site d'information Skai.gr, Athènes veut créer un bouclier diplomatique contre Ankara.

La découverte de réserves de pétrole et de gaz dans la région a rapproché la Grèce, Chypre et Israël (*voir carte 3*). Les trois pays bénéficient du soutien américain pour EastMed, un gazoduc conçu pour transporter le gaz des réserves de gaz offshore entre Israël et Chypre vers la Grèce, puis vers l'Italie et d'autres pays du sud-est de l'Europe.

Le Premier ministre grec MITSOTAKIS a déclaré qu'un accord pour le pipeline EastMed serait signé à Athènes le 02 janvier avec le Premier ministre israélien NETANYAHU et le président chypriote ANASTASIADES.

Athènes envisage également un accord rapide avec l'Égypte et l'Italie sur leurs zones maritimes.

Le 24 décembre, MITSOTAKIS s'est entretenu au téléphone avec le président égyptien Abdel Fattah AL-SISSI et les médias grecs ont annoncé que les deux ministères des Affaires étrangères auront des discussions techniques sur la question le 08 janvier.

L'Italie a déclaré qu'à ce stade, elle ne voulait pas signer l'accord EastMed.

Cependant, Skai.gr a cité des sources disant qu'Athènes veut avoir un canal de communication "ouvert" avec Rome afin que l'Italie puisse rejoindre l'accord sur l'énergie à un stade ultérieur.

De même, le 30 janvier, les responsables techniques du ministère grec des Affaires étrangères devraient se rendre à Rome pour des entretiens sur la zone économique exclusive avec leurs homologues italiens.

Mais Athènes dépend également fortement du soutien de la France. Rome et Paris ont des intérêts vitaux dans la région, étant donné que leurs géants de l'énergie, ENI et Total, ont des contrats d'exploration de gaz et de pétrole offshore près de la Grèce et de Chypre.

La France devrait participer à une réunion des ministres des Affaires étrangères entre la Grèce, Chypre et l'Égypte le 04 janvier, tandis que MITSOTAKIS rencontrera pour la deuxième fois au cours des sept derniers mois avec le président français MACRON le 29 janvier pour discuter de la Turquie ainsi que des moyens militaires renforcés la coopération.

Après le dernier sommet de l'UE au début du mois, MITSOTAKIS a remercié ouvertement MACRON pour son soutien « public », tant au niveau de l'UE que de l'OTAN.

ERDOGAN en Tunisie

Dans l'intervalle, le président turc Recep Tayyip ERDOGAN a effectué une visite inattendue en Tunisie pour rencontrer le président Kais SAIED.

Les médias turcs ont rapporté qu'ERDOGAN était accompagné des ministres des affaires étrangères et de la défense, ainsi que de son chef des services secrets. Cependant, l'objectif de la visite n'a pas été dévoilé.

ERDOGAN a réitéré qu'Ankara est prêt à envoyer des troupes à Tripoli, la capitale libyenne, si nécessaire pour soutenir Fayez AL-SARRAJ, Premier ministre du gouvernement d'accord libyen soutenu par l'ONU, qui a signé le protocole d'accord avec la Turquie.

Le Parlement turc prépare un projet de loi pour autoriser l'envoi de troupes en Libye
AL-SARRAJ se bat pour le contrôle du pays avec le chef de l'armée nationale libyenne, le général Khalifa HAFTAR ⁽¹⁾.

HAFTAR a rencontré le 23 décembre le ministre grec des Affaires étrangères Nikos DENDIAS et la réunion a été condamnée par Tripoli.

Le président du Parlement libyen, Aguila Saleh EISSA, a envoyé une lettre officielle au secrétaire général de l'ONU, Antonio GUTERRES, disant que le protocole d'accord Turquie-Libye n'est pas valide et que la Chambre des représentants libyenne ne le reconnaît pas.

Le ministre italien des Affaires étrangères, Luigi DI MAIO, s'est également rendu en Libye pour rencontrer les deux hommes afin de mettre fin pacifiquement au conflit.

Le porte-parole de l'UE, Peter STANO, a récemment déclaré à EURACTIV qu'il n'y avait pas de solution militaire à la crise libyenne, ajoutant que la cessation des hostilités et le retour au dialogue politique étaient la seule option viable.

Lors de sa visite en Tunisie, ERDOGAN a déclaré que la Tunisie, l'Algérie et le Qatar devraient participer à la conférence de Berlin sur la crise libyenne en janvier 2020.

« Nous avons affaire au gouvernement légitime en Libye et au chef de son conseil présidentiel, Fayez AL-SARRAJ, tandis que Khalifa HAFTAR traite avec des pays qui le soutiennent avec des armes et de l'argent », a déclaré le président turc.

Il a ajouté qu'il y avait 5 000 mercenaires soudanais et soldats russes en Libye, qui, selon lui, étaient illégalement présents dans le pays car les forces de HAFTAR sont un corps illégitime.

Les démarches de la Turquie en Libye compliqueront probablement encore ses relations déjà fragiles avec Moscou. Moscou s'est dit très préoccupé par la perspective du déploiement de troupes turques en Libye.

⁽¹⁾ *Khalifa HAFTAR est soutenu par l'Arabie saoudite, l'Égypte et les Emirats arabes unis*

Michel GRELIER, ancien conférencier membre de Team Europe France (1992-2019)

Avec : Zoran RADOSAVLJEVIC d'EURACTIV.com et Google traduction, Red Action, Medya Turk

CARTES

1

L'hypothèse géologique sur laquelle repose l'accord Turquie-Libye



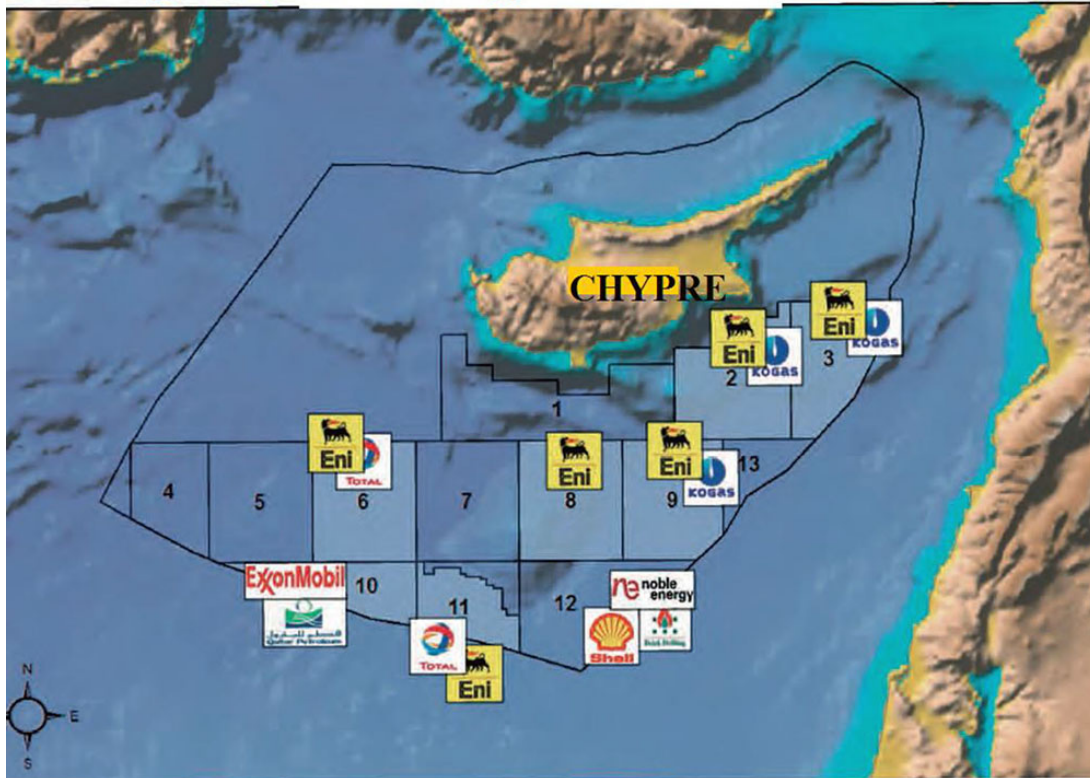
2

La proposition turque reposant sur l'hypothèse géologique ci-dessus



3

Répartition des licences d'exploitation dans la ZEE de Chypre, après le 3ème appel d'offres international



4

Les ZEE (Zones économiques exclusives) officielles

